

Tendances conjoncturelles

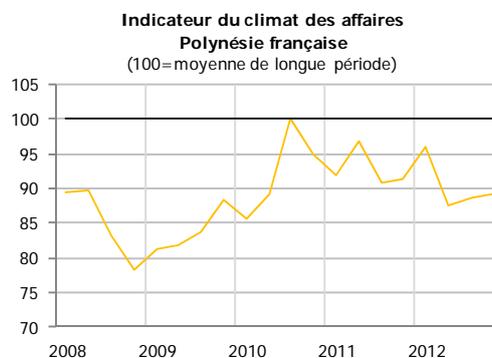
4^e trimestre 2012

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Activité toujours dégradée

Au quatrième trimestre 2012, l'indicateur du climat des affaires (ICA) se redresse légèrement (+ 0,6 point) pour s'établir à 89,1 points. Cette progression est cependant d'un niveau trop faible pour évoquer une reprise de l'activité. En effet, l'indicateur du climat des affaires demeure très en dessous de sa moyenne de longue période.

Les mauvais résultats enregistrés sur la fin d'année, qui influent sur cet indicateur, sont en partie compensés par les opinions moins pessimistes des chefs d'entreprise sur les perspectives d'activité et l'évolution de l'emploi au premier trimestre 2013.



Source : enquête de conjoncture de l'IEOM

En revanche, les intentions d'investir à un an sont, une nouvelle fois, orientées à la baisse en raison des incertitudes qui affectent le moral des entrepreneurs. Les soldes d'opinion relatifs à l'investissement ressortent ainsi toujours très en deçà de leur moyenne de longue période.

Le ralentissement de l'activité observé dans l'ensemble des secteurs de l'économie polynésienne est particulièrement sensible pour le commerce, le BTP et les services. Cependant, les entrepreneurs anticipent une légère reprise de leur activité qui pourrait les amener à augmenter leurs effectifs, à l'exception du BTP et du secteur du commerce.

LE RALENTISSEMENT DE LA ZONE ASIE-PACIFIQUE SE POURSUIT MALGRÉ LE REBOND EN CHINE

Après avoir été en repli sur deux trimestres consécutifs, l'économie chinoise a rebondi au quatrième trimestre. Le PIB a progressé de 7,9 % sur un an, soutenu notamment par la production industrielle, en hausse de 10 %. Le taux d'inflation s'est élevé à 2,6 % en 2012, en deçà de l'objectif de 4 % fixé par la Banque centrale.

L'économie japonaise se contracte pour le troisième trimestre consécutif, au quatrième trimestre. Le PIB recule ainsi de 0,1 %, touché notamment par une demande interne peu dynamique et un commerce extérieur moins porteur. Afin de relancer la croissance du pays, le Comité de politique monétaire a adopté une politique monétaire plus accommodante en augmentant les montants de rachat d'obligations d'Etat et en portant l'objectif d'inflation à 2 %. Parallèlement, un nouveau plan de relance de l'économie de 10 300 milliards de yens a été présenté par le gouvernement. Les prévisions de croissance du PIB ont été revues à la hausse à 2,3 % contre 1,6 % pour l'exercice budgétaire 2013-2014.

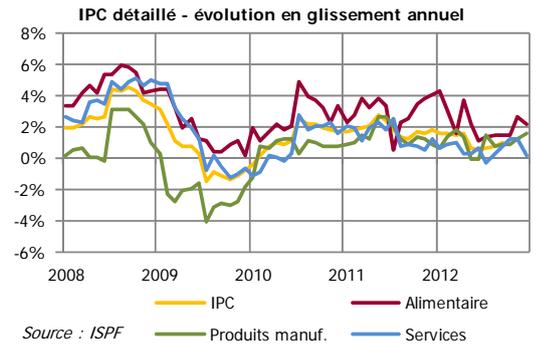
Au troisième trimestre, le PIB australien progresse à un rythme modéré de + 0,5 %, tiré principalement par les secteurs de l'industrie minière et manufacturière. L'indice des prix se stabilise au quatrième trimestre, soutenu notamment par la baisse des prix des produits alimentaires. La Banque centrale australienne (RBA) a décidé, le 6 février 2013, de laisser son taux directeur inchangé à 3 %, après l'avoir abaissé de 0,25 point en décembre 2012.

En Nouvelle-Zélande, le PIB augmente de 0,2 % au troisième trimestre, porté essentiellement par le secteur du bâtiment, tandis que les secteurs de la production agricole et manufacturière s'infléchissent. Au quatrième trimestre, l'indice des prix à la consommation recule de 0,2 %, en raison notamment de la chute des prix des légumes. Sur un an, la hausse des prix reste faible (+ 0,9 %). La Banque centrale de Nouvelle-Zélande a décidé, le 31 janvier 2013, de maintenir son taux directeur inchangé à 2,5 %.

Hausse des prix liée aux transports

Au quatrième trimestre 2012, les prix à la consommation augmentent de nouveau (+ 0,9 %) pour le troisième trimestre consécutif. Cette hausse est principalement liée à l'évolution saisonnière des tarifs des transports aériens (+ 13,1 %) et dans une moindre mesure à celle des produits alimentaires, notamment des légumes et de la viande.

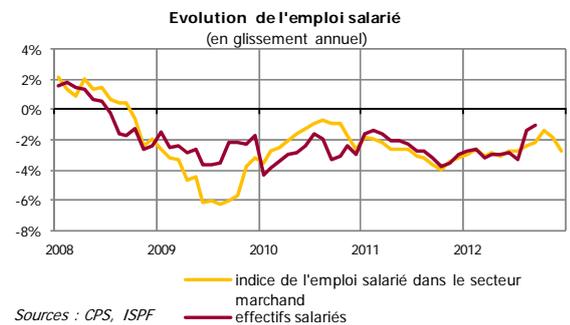
En glissement annuel, le rythme de progression des prix est de 1,2 % à fin décembre 2012, soit un niveau inférieur à celui observé fin 2011 (+ 1,8 %). Les transports (+ 2,4 %), les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+ 2,3 %) et l'énergie (+ 1,2 %) sont les plus forts contributeurs.



Emploi toujours en baisse

Au quatrième trimestre 2012, l'indice de l'emploi salarié marchand continue de reculer (- 0,7 %). La baisse affecte les secteurs de l'hôtellerie (- 1,9 %), du commerce (- 1,2 %), de l'industrie (- 0,2 %) et de la construction (- 0,4 %). Seul le secteur des autres services se stabilise (+ 0,1 %).

Sur un an, la baisse de l'emploi reste importante (- 2,7 %). Elle touche tous les secteurs sans exception, avec un recul marqué dans les secteurs du BTP, de l'industrie et de l'hôtellerie.



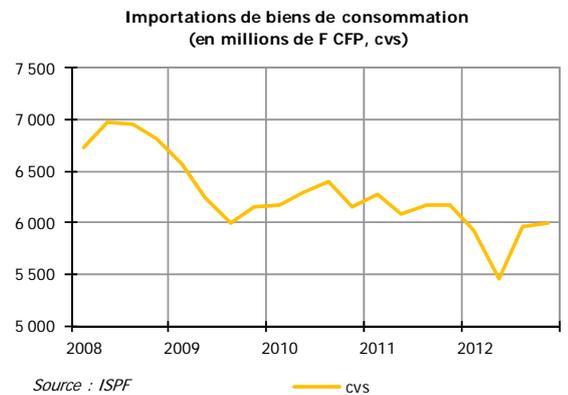
Reprise de la consommation des ménages

Alors que le marché de l'emploi se dégrade, la consommation des ménages se redresse au dernier trimestre 2012.

Les importations de biens de consommation enregistrent une légère hausse de 0,6 % en valeur (CVS). Les importations de produits alimentaires et de biens d'équipement ménagers continuent de progresser, respectivement de 6,8 % et 3,9 % (CVS). Après une forte baisse au troisième trimestre 2012, les immatriculations de véhicules de tourisme augmentent (+ 18,3 %, CVS).

L'encours des crédits à la consommation progresse de 1,4 % entre fin septembre et fin décembre.

Malgré le redressement des importations, les entreprises commerciales font encore état d'un repli de leur activité et déplorent l'aggravation de leur situation de trésorerie. Ce mouvement devrait se poursuivre au trimestre prochain.

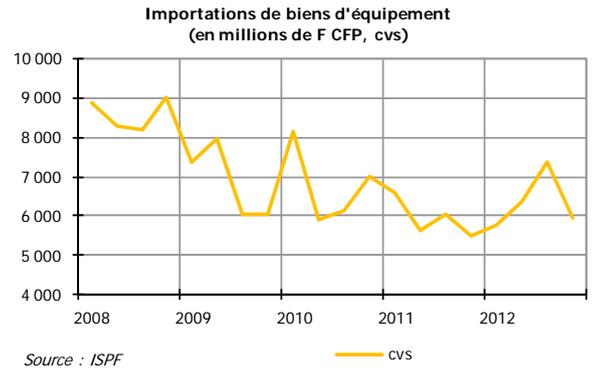


Recul de l'investissement

L'investissement des entreprises s'orientent à la baisse. Les importations de biens d'équipement se replient au quatrième trimestre 2012 (- 19,1 %, CVS), sous l'effet de la diminution des importations de produits dédiés à la construction navale et aéronautique.

A l'horizon d'un an, les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise restent baissières hormis pour le secteur industriel.

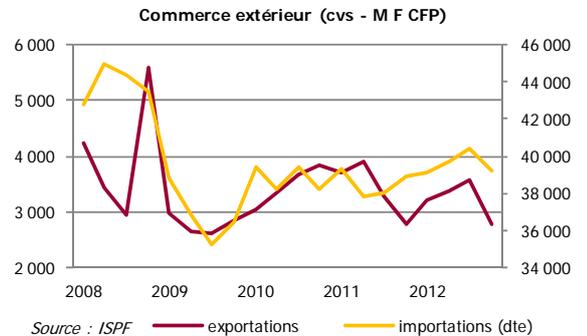
Parallèlement, l'investissement des ménages recule de nouveau, à l'instar de la baisse de la production de prêts immobiliers (- 12,3 % par rapport au troisième trimestre).



Repli du commerce extérieur

En progression au troisième trimestre, les importations diminuent de 3,1 % en valeur au quatrième trimestre 2012. Les baisses significatives des importations de biens d'équipement professionnel (- 19,1 %, CVS) et de biens intermédiaires (- 9,6 %, CVS) compensent les hausses des importations de biens de consommation, de biens alimentaires et de biens d'équipement ménagers.

Parallèlement, les bonnes performances enregistrées depuis le début de l'année pour les exportations ne se sont pas renouvelées au dernier trimestre 2012. Ces dernières reculent de 22,1 % (CVS) en valeur, sous le poids de la forte diminution des exportations de perles brutes en valeur (- 31,2 %, CVS). Les volumes exportés de poissons et de vanille baissent également, respectivement de 19,8 % et 8,9 % (CVS).



Au total, le déficit du solde du commerce extérieur s'établit à 36,4 milliards de F CFP, après 35,6 milliards de F CFP au troisième trimestre 2012.

REPLI DE L'ACTIVITÉ DANS L'ENSEMBLE DES SECTEURS

La conjoncture économique conserve dans l'ensemble une orientation défavorable au quatrième trimestre 2012. L'activité pourrait toutefois s'améliorer au premier trimestre 2013, tirée par les secteurs du tourisme et de l'industrie.

Au sein du **secteur primaire** l'activité ralentit à l'instar des indicateurs qui sont tous en repli au quatrième trimestre 2012.

Après un regain d'activité au troisième trimestre, l'activité stagne dans l'**industrie**. La production d'huile de coprah recule de 6,3 % et les importations de biens intermédiaires de 9,6 %. En revanche, les exportations de produits agroalimentaires, de monoi et de jus et purée de nono, ont triplé par rapport au trimestre précédent.



Selon les chefs d'entreprise ayant répondu à l'enquête de conjoncture, le **secteur du BTP** est marqué par une activité dégradée qui s'accompagne de situations de trésorerie toujours très tendues liées à l'allongement des délais de paiement de leur clientèle.

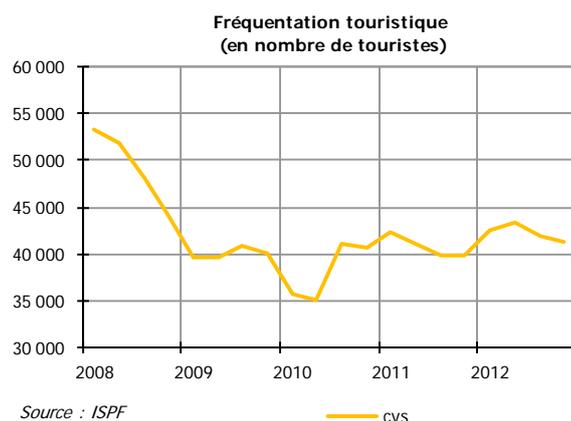
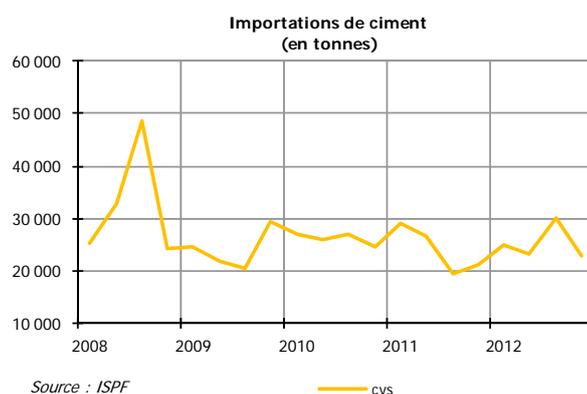
Cette tendance touche essentiellement les entreprises du bâtiment, à l'image des importations de ciment et de bois transformés qui reculent respectivement de 24,3 % et 8,5 % (CVS).

Les entreprises de travaux publics semblent épargnées. Les importations de bitume croissent significativement de même que les dépenses liquidées par la Direction de l'équipement (+ 10,4 %, CVS).

Les professionnels du secteur du BTP sont pessimistes et laissent présager une nouvelle détérioration de leur activité pour le début de l'année 2013.

Conformément aux prévisions du trimestre précédent, les dirigeants du secteur **touristique** constatent un ralentissement de l'activité au dernier trimestre de 2012. Le nombre de touristes recule de 1,2 % (CVS). Parallèlement, le taux d'occupation des hôtels internationaux se replie pour s'établir à 62,2 %. Cependant, les professionnels du tourisme prévoient une amélioration de leur activité pour le premier trimestre 2013.

L'année 2012 est marquée par une détérioration de l'activité dans le secteur des **services** mais les chefs d'entreprise anticipent une amélioration pour le début de l'année 2013.



VERS UNE LÉGÈRE ACCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE MONDIALE EN 2013 ?

Après une accélération au troisième trimestre 2012 expliquée essentiellement par la hausse des stocks, la croissance mondiale s'essouffle au quatrième trimestre, s'inscrivant à 3,2 % sur l'ensemble de l'année 2012. La croissance mondiale devrait s'accélérer progressivement en 2013 pour atteindre 3,5 %, tirée par les pays émergents et en développement et les Etats-Unis, tandis que les facteurs pesant sur l'activité s'affaibliraient. Toutefois, la reprise sera plus lente que prévue et les risques de dégradation de l'activité demeurent élevés.

Aux Etats-Unis, la croissance a été nulle au quatrième trimestre, alors qu'elle s'établissait à 0,8 % au troisième trimestre. Elle s'est établie en moyenne à 2,3 % en 2012 et devrait ralentir en 2013 à 2,0 %. La croissance de la consommation devrait se raffermir grâce à l'amélioration de la situation financière des ménages liée au redressement du marché immobilier et aux conditions favorables sur les marchés financiers.

Le PIB réel de la zone euro s'est contracté de 0,6 % au quatrième trimestre. L'activité des pays de la périphérie a encore été plus déprimée que prévu, ce qui a impacté de manière plus marquée les pays du cœur de la zone. Les conditions d'emprunt du secteur privé ne se sont pas encore améliorées en dépit des mesures prises par les pouvoirs publics pour réduire les risques et améliorer la situation financière des pays et des banques de la périphérie. Le FMI table sur une croissance négative sur l'année 2012 (- 0,4 %) de même qu'en 2013 (- 0,2 %).

Selon l'INSEE, le PIB de la France se serait replié de 0,3 % en volume au quatrième trimestre et la croissance serait nulle pour 2012. Le recul du quatrième trimestre est notamment imputable aux variations de stocks et à la baisse de l'investissement. Le FMI prévoit une croissance de 0,3 % de l'économie française pour 2013.

Des politiques monétaires accommodantes ont permis une accélération de la croissance dans de nombreux pays émergents et en développement mais la faiblesse de la demande adressée de même que des goulets d'étranglement de l'offre ont constitué des freins dans certains pays tels que le Brésil et l'Inde. La croissance du PIB dans le groupe des pays émergents et en développement s'élève à 5,1 % en 2012 et devrait s'accélérer en 2013 à 5,5 % sans atteindre les niveaux de 2010 et 2011.

Sources : FMI (*Mise à jour du World Economic Outlook, janvier 2013*), INSEE, OCDE

Les annexes statistiques sont maintenant téléchargeables sur le site www.ieom.fr, sous la rubrique « Publications ».

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : P.-Y. LE BIHAN – Editeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : Mars 2013 – Dépôt légal : Mars 2013 – ISSN 1968-6277